

VŒUX DE LA CPME : DISCOURS D'AMIR REZA-TOFIGHI

Il y a un an, jour pour jour, fort de la confiance de mes pairs, j'étais élu à la tête de la CPME. Qu'ils en soient une nouvelle fois remerciés.

C'était exactement un jour après l'intronisation de Donald Trump.
J'aurais peut-être dû me douter que cela augurait d'une année 2025 pleine de rebondissements.

Si je devais céder au pessimisme, et nous savons tous à quel point notre pays peut parfois exceller dans cet exercice, je vous dirais que 2025 a été une année noire.

Instabilité politique, catastrophes naturelles, défaillances d'entreprises record, bouleversements des équilibres mondiaux.

Et pour les entreprises, toujours plus de normes, de nouvelles taxes, des hausses d'impôts, et un débat public parfois enfermé dans une logique absurde, où nous semblons vouloir rester seuls en tête d'un classement qui n'a jamais créé ni emplois ni prospérité : celui des prélèvements obligatoires.

Mais s'arrêter à ce constat serait une erreur.

Car la vérité, c'est que 2025 a été une année difficile, il ne faut pas le nier, mais aussi révélatrice de la solidité de notre tissu économique et de la résilience des entrepreneurs et des salariés. Malgré un environnement devenu parfois illisible, malgré les incertitudes, nous terminons l'année avec une croissance supérieure aux prévisions.

Et cette croissance n'est pas le fruit du hasard.

Elle est le résultat du travail, de l'engagement et de la responsabilité de celles et ceux qui, chaque matin, continuent à faire prospérer leurs entreprises, souvent dans des conditions bien plus complexes qu'on ne le dit.

Nous avons aussi eu de bons résultats sur l'exportation, l'emploi qui résiste, notamment la politique de l'apprentissage.

2025 est aussi l'année où, en Europe, quelque chose a commencé à bouger.

Sous l'impulsion de la France, et notamment de nos ministres présents ici, la souveraineté économique est revenue dans le débat.

Au sein de la Commission européenne, la simplification est redevenue une priorité.

Et l'Europe commence, timidement encore, à se poser la question de sa place face aux grandes puissances que sont les États-Unis et la Chine.

C'est modeste. C'est insuffisant.

Mais c'est un mouvement, qu'il nous appartient de saluer, de prolonger et de conforter...

C'est notre responsabilité collective de l'amplifier.

Pour la CPME aussi, 2025 a été une année de transition.

Et avant de parler de l'avenir, je veux saluer l'engagement de ceux qui ont construit cette maison. Jean-Eudes Du Mesnil, qui est présent ce soir, a décidé d'écrire une nouvelle page de sa carrière professionnelle en passant de l'autre côté, et en devenant entrepreneur.

Pendant 21 ans, aux côtés de Jean-François Roubaud puis de François Asselin, il a été l'un des piliers de notre organisation. Il incarne une fidélité, une continuité et un engagement sans faille au service du collectif.

Jean-Eudes, au nom de toute la maison : merci.

J'aimerais également remercier l'ensemble des équipes de la CPME, qui œuvrent chaque jour, souvent dans l'ombre, pour porter nos combats, avec professionnalisme, engagement et loyauté. Vous pouvez également les applaudir.

2026 sera une année de transformation pour notre organisation.

Parler de transformation, ce n'est pas effacer le passé. C'est refuser de croire que ce qui a fonctionné hier suffira demain.

Les contraintes, les attentes, les façons de travailler des entrepreneurs que nous sommes et que nous représentons ont évolué. Surtout, l'environnement national et international dans lequel nous gravitons connaît des révolutions, qui commandent agilité, résilience et esprit de conquête.

Notre responsabilité est simple : rester pleinement utile. Et pour rester utile dans un monde qui va plus vite, il faut parfois accepter de se transformer.

Et pourquoi cette transformation est-elle indispensable ?

Parce que les entrepreneurs, et avec eux notre pays, font face à trois grands rendez-vous historiques, trois enjeux majeurs qui sont de défis à relever.

Trois rendez-vous que nous n'avons pas le droit de manquer.

Le premier défi, c'est celui des grandes transitions — et avec elles, celui de notre souveraineté.

Nous vivons dans un monde qui s'est durci.

Un monde où les grandes puissances, les États-Unis comme la Chine, assument désormais des stratégies économiques agressives.

Ces stratégies se traduisent, pour nos entreprises, par des distorsions de concurrence, une pression accrue sur les prix et des règles du jeu de plus en plus asymétriques, dans un contexte où ces mêmes puissances n'hésitent plus à s'affranchir du droit international en recourant au chantage pour déstabiliser notre économie.

Dans ce contexte, l'enjeu n'est pas de se refermer sur soi-même.

L'enjeu est de ne pas devenir dépendants de choix que nous ne maîtrisons plus.

Sur la transition écologique, nous devons être clairs : l'ambition doit être élevée, car le défi est immense.

Mais la réglementation ne doit jamais devenir un boulet.

La CSRD est un bon exemple d'une réglementation qui, par sa complexité et son ampleur, risquait de devenir contre-productive. En ajustant les seuils, qui ont été un des combats et une des victoires de la CPME au niveau européen, nous avons évité une explosion bureaucratique pour de nombreuses entreprises, sans sacrifier l'ambition environnementale.

Les entreprises sont le meilleur outil pour réussir la décarbonation de notre économie.

Encore faut-il sortir d'un piège dangereux : celui qui oppose écologie et économie.

Car je le dis là, sans aucune ambiguïté. Tous ceux qui pensent défendre l'écologie en attaquant les entreprises, sont les ennemis de l'ambition qu'ils portent.

Réussir la transition écologique, ce n'est pas produire moins. C'est produire mieux.

Et surtout, produire chez nous. C'est garantir une concurrence loyale.

C'est refuser que nos entreprises soient pénalisées face à des acteurs qui ne respectent pas les mêmes règles. Je pourrais évoquer d'autres grandes transitions, mais je ne vais pas dresser la liste de tous nos défis.

La certitude est simple : nos entreprises doivent être au rendez-vous de ces transitions.

Parce qu'elles sont une partie de la solution.

Et pour cela, il faut faire de la souveraineté une priorité stratégique.

Souveraineté économique, industrielle, alimentaire, médicale, numérique.

Non pas pour se fermer, mais pour rester maîtres de notre avenir.

Cela suppose un État stratège, qui fixe un cap clair, garantit des règles du jeu équitables, et fait confiance aux entrepreneurs pour atteindre les objectifs.

C'est cette alliance entre vision publique et efficacité entrepreneuriale qui nous permettra d'être forts dans un monde devenu plus dur et plus incertain.

Le deuxième grand défi à ne pas manquer, c'est celui de l'intelligence artificielle.

Nous sommes à un point de bascule.

L'IA n'est pas une évolution marginale. C'est une transformation profonde de nos façons de produire, d'innover et de travailler.

Notre défi est clair : faire de notre pays une nation à la pointe de l'adoption de l'IA par toutes les entreprises, pas seulement les grandes.

Ce rendez-vous est un combat d'appropriation.

Il ne s'agit pas de subir l'IA, mais de la comprendre, de l'expérimenter, de l'intégrer progressivement.

La CPME sera au rendez-vous.

J'en fais une priorité de mon mandat, accompagner nos territoires et nos fédérations sur ce sujet. Ce sera un des chantiers de l'année.

Parler d'IA, c'est aussi reparler de productivité.

Je ne parle pas d'une productivité qui mettrait plus de pression sur le travail.

Je parle d'une productivité qui, grâce à l'innovation, permet de produire mieux, de créer plus de valeur.

Et donc, de mieux reconnaître et mieux valoriser le travail. Enfin, cette révolution pose une question stratégique majeure : celle de notre souveraineté numérique.

Si nous ne sommes pas capables de faire émerger des champions français et européens de l'IA et du numérique, alors nous dépendrons durablement de technologies, de standards et de choix décidés ailleurs, aux États-Unis ou en Chine, mais aussi de financements de pays extra-européens, qui ne respectent pas toujours les valeurs qui nous animent.

Là encore, l'enjeu n'est pas de se fermer. Il est de ne pas subir.

C'est en combinant innovation, adoption massive par nos entreprises et souveraineté numérique que nous réussirons ce deuxième grand rendez-vous.

Pour réussir ces deux premiers défis, un troisième est décisif : celui de notre alignement compétitif et normatif.

Il suffit de faire un exercice très simple : se comparer à nos voisins européens.

Sur la fiscalité, sur le coût du travail, sur l'empilement des normes, nous sommes à chaque fois le pays qui pénalise le plus ses entreprises.

Ce modèle ne fonctionne plus.

Nous avons collectivement installé l'idée que la solution à chaque difficulté serait toujours la même : plus d'impôts, plus de contraintes, plus de complexité.

Or un pays ne se redresse pas en taxant davantage ceux qui produisent, ceux qui travaillent, ceux qui prennent des risques. Il ne se renforce pas en rendant la création de valeur toujours plus difficile.

À force de fragiliser l'acte d'entreprendre et le travail, nous avons créé un système paradoxal.

Un système où il faut ensuite multiplier les aides pour compenser ce que l'on empêche de créer.

Et où certains finissent par dire que les entreprises vivraient de l'argent public.

La réalité est exactement inverse.

Les entrepreneurs prennent des risques, engagent leur patrimoine, investissent, embauchent.

Ils ne demandent pas des privilèges.

Ils demandent des règles du jeu cohérentes.

Ce défi dépasse la question de la fiscalité des entreprises, il remet en avant la conséquence des choix qu'on a fait : nous sommes dans un pays où le travail ne paie plus assez.

Parce que nous refusons trop souvent d'affronter les sujets difficiles, qui appellent du courage, de la cohérence et de la constance.

Parler d'efficacité de la dépense publique est trop souvent éludé, car on la confond avec une remise en cause du service public.

Parler de responsabilisation dans notre modèle social est devenu un sujet sensible, alors que c'est la condition de sa pérennité.

Et demander un effort partagé à l'ensemble des générations, notamment aux retraités, reste trop systématiquement évité pour des raisons électorales.

Alors, faute de choix collectifs, la solution est toujours la même.

On fait porter l'effort sur les entreprises, sur les actifs, et sur les générations de demain, à qui on lègue une dette qu'ils devront rembourser. On augmente le coût du travail sans comprendre que la conséquence est simple : des salaires qui n'augmentent plus.

Résultat : nous avons appauvri une partie des actifs.

Et fragilisé durablement notre économie.

L'alignement compétitif que nous appelons de nos vœux, ce n'est pas moins de solidarité.

C'est plus de cohérence.

C'est accepter qu'un modèle social fort, une protection collective ambitieuse, ne peuvent durablement exister que si l'économie qui les finance est elle-même solide.

C'est une condition de réussite pour notre pays.

Ces transformations passeront par trois grands chantiers.

La première transformation est celle de l'organisation. Notre organisation doit, comme les entreprises qu'elle représente, s'adapter, évoluer, gagner en agilité.

Ce chantier est déjà engagé, avec de nombreux recrutements et une réorganisation qui répond aux nouvelles exigences et aux défis que nous devons relever.

Je suis très heureux de vous annoncer l'arrivée de notre nouveau secrétaire général, Sébastien Chapalain, qui assurera le pilotage de l'organisation et sa transformation, ainsi que la nomination dans les prochaines semaines d'un délégué général à mes côtés.

La deuxième transformation sera celle de notre identité. Elle nous questionne sur qui nous représentons, ce que nous défendons.

Et ce travail, qui devra aboutir très vite, aura pour objectif de mieux parler à tous les entrepreneurs, y compris à ceux qui ne se reconnaissent pas encore dans les organisations patronales.

Ce travail sera fait sans aucun tabou.

Et la troisième transformation sera celle de notre gouvernance. Nous devons l'adapter à notre taille et notre représentativité.

Je proposerais avant le printemps une grande réforme statutaire de notre organisation, avec l'objectif de structurer une gouvernance politique plus forte. Le sujet du poids de vote des territoires pour l'élection du président national et l'homogénéité de notre réseau seront également traités dans cette réforme statutaire.

Ces grandes transformations permettront d'accompagner les entrepreneurs à répondre aux trois grands défis que j'évoquais.

Mais elles permettront également d'être au rdv des grandes échéances électorales à venir. Au premier lieu les municipales. La CPME, avec son maillage territorial et ses fédérations professionnelles, sera force de proposition.

Et en second lieu l'élection présidentielle. Je ne fais pas partie de ceux qui ont oublié que nous avons bénéficié d'une politique de l'offre. Mais je vois aussi que le combat des idées est encore loin d'être gagnée. Cette élection sera l'occasion de voir qui défend le travail, l'économie française, l'emploi en France, la réindustrialisation.

Vous avez pu le constater, je n'ai pas parlé de notre budget 2026. Cela fait tellement de temps qu'on en parle tous...

Je pense comme tout le monde pouvoir dire qu'on est content de passer à autre chose.

Est-ce que ce budget est parfait ? Loin de là.

Est-ce que l'on pouvait espérer mieux ? Bien sûr.

Est-ce qu'il attaque les TPE, PME ou ETI ? Ce ne serait pas honnête de dire oui.

Nous avons dit que revenir sur les allègements de charge pouvait être un point de bascule pour nous. Que toucher au Pacte Dutreil serait grave. Que s'attaquer aux holdings présentait des risques importants. Nous avons été entendus sur tous ces points, et sur bien d'autres aussi.

Il y a aussi de belles avancées, comme la création du statut du bailleur privé, qui est un combat de long terme de la Fédération française du bâtiment et de son président, Olivier Salleron que je salue, et qui permettra de relancer cette filière en crise, et répondre à la crise du logement.

Revenir sur la baisse de la CVAE est une erreur. C'est un impôt absurde du point de vue économique : il est dû indépendamment des résultats de l'entreprise, qu'elle gagne ou qu'elle perde de l'argent.

C'est un impôt qui pénalise directement l'investissement, la compétitivité et l'emploi local. On ne peut pas s'émouvoir des fermetures d'usines dans les territoires, invoquer la réindustrialisation, tout en refusant d'en payer le prix.

Je veux donc le dire clairement : ce budget n'est pas celui que nous pouvions espérer, mais il est le résultat d'un dialogue, et je respecte le travail et l'engagement des parlementaires, certains sont présents ce soir, et du gouvernement dans un contexte particulièrement contraint.

J'appelle donc l'ensemble des groupes politiques à ne pas s'opposer au vote d'un budget de compromis, afin que le monde économique puisse retrouver de la visibilité.

Avant de conclure, permettez-moi de partager quelque chose de plus personnel.

Vous le savez, chacun d'entre nous est porteur d'un engagement. Le mien est clair : défendre les entreprises, sans jamais m'en écarter. Mais pour comprendre l'engagement de quelqu'un, il faut aussi comprendre son histoire.

Mon engagement trouve sa source dans celui de mes parents, qui sont ici ce soir, et qui ont consacré une grande partie de leur vie à la liberté, en Iran.

J'ai encore aujourd'hui une partie de ma famille qui y vit.

Et avec beaucoup de pudeur, et la distance que m'impose mon rôle, je veux simplement rappeler qu'aujourd'hui encore, un peuple se bat pour sa liberté, dans une répression d'une violence extrême, souvent dans le silence, parfois dans le blackout le plus total.

Je ne dis pas cela pour comparer, ni pour opposer.

Je le dis pour rappeler une chose essentielle : le monde est dur. Et ce que nous avons construit ici, nos libertés, notre démocratie, notre cohésion, est infiniment précieux.

Il faut des décennies pour bâtir une démocratie.

Il suffit parfois de quelques années pour l'abîmer.

Notre histoire est celle de femmes et d'hommes qui se sont engagés avant nous.

Et je suis convaincu qu'un jour, l'histoire de l'Iran sera aussi celle de celles et ceux qui ont tenu, résisté, et donné leur vie pour ces valeurs.

Alors oui, pour 2026, je souhaite à nos entreprises d'être encore plus fortes, encore plus résilientes, comme elles savent l'être.

Qu'elles continuent, malgré les difficultés, à porter l'emploi, l'innovation, et l'espoir d'un avenir meilleur. Mais je nous souhaite aussi, collectivement, une année d'apaisement, de responsabilité, et de fidélité à ce qui nous unit.

Merci à vous.

Vive nos entreprises